

LE PRADET (Var)**24 ARR PM PERM 091****ARRÊTÉ PERMANENT****INTERDICTION DE TOUS LES JEUX DE BALLES ET DE BALLONS
A PROXIMITE DES ROUTES ET PISTES CYCLABLES**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 et 644-2

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1311-1, L 1311-2, L 1421-4, L 1422-1, R 1336-6 à R 1336-10, R 1337-7 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit (codifiée aux articles L. 571-1 à L. 571-26 du Code de l'environnement) ;

VU le Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var

VU l'arrêté municipal 19 ARR PM PERM 127 en date du 02 octobre 2019 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage au Pradet ;

Considérant les doléances des riverains (appels téléphoniques de jour comme de nuit, courriers, pétitions) ;

Considérant les multiples interventions effectuées par la Police Municipale, d'une part et par la Police Nationale d'autre part ;

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la protection des usagers des voies et notamment ceux des pistes cyclables ;

Considérant que ces jeux, notamment lorsqu'ils sont pratiqués en réunion, sont de nature à générer un climat d'insécurité qui perturbe la tranquillité des riverains et des usagers des voiries strictement réservées à la circulation des véhicules et des vélos ;

Considérant les nuisances et les dégradations que peuvent provoquer les jeux de balles et de ballons, tant pour les lieux publics que les habitations environnantes ;

Considérant que ces jeux répétés constituent des problèmes en matière de nuisances sonores mais aussi de sécurité, les voiries n'étant pas destinées à servir de terrains de jeux ;

Considérant qu'il appartient au Maire de veiller au bon ordre et qu'il convient d'interdire les jeux de balles et de ballons sur et à proximité des voiries et des pistes cyclables de la commune du Pradet ;

ARRÊTONS

Article 1 : Les jeux de balles et de ballons sont interdits sur les voies réservées à la circulation des véhicules et des vélos mais également à proximité de celles-ci.

Article 2 : La signalétique règlementaire sera installée par les services compétents dans les endroits particulièrement concernés, tels que :

- Rue Marie Mauron
- Rue Jules Verne
- Parking du gymnase
- Espace des arts

Article 3 : Les contrevenants aux dispositions seront verbalisés conformément aux textes en vigueur.

Article 4 : Les services de la Police Municipale et de la Police Nationale sont chargés d'assurer le contrôle des mesures prises pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 5 : Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<p style="text-align: center;">LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</p> <p style="text-align: center;">- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.</p> <p>Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.</p> <p style="text-align: center;">- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p style="text-align: center;">Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>